

LA PAIX HYPOTHEQUEE AU NORD KIVU

Groupe d'Actions pour la Paix et la Réhabilitation, GAPR en sigle, est une organisation qui milite pour la promotion et la protection des droits humains en territoire de MASISI, RUTSHURU, NYIRAGONGO et WALIKALE et dans la ville de Goma, en province du Nord Kivu à l'extrême Est de la République Démocratique du Congo.

Le GAPR se veut œuvrer pour le bien être des communautés de base et à contribuer à l'avènement d'une société juste et éprise de paix et à l'instauration d'une culture démocratique.

Face aux événements malheureux dont sont victimes les paisibles populations du Nord Kivu, le GAPR ne veut pas croiser ses bras, c'est ainsi qu'elle a réuni à ce jour ses membres pour faire un état de lieu en vue d'éclairer l'opinion tant locale, nationale qu'internationale.

I. INTRODUCTION

Depuis bientôt deux mois, la guerre a repris ses habits de conquérants dans les territoires de MASISI et RUTSHURU. Elle oppose, d'une façon sporadique, les militaires insurgés fidèles au Général déchu Laurent NKUNDA BATWARE aux militaires loyaliste des FARDC (Forces Armées de la République Démocratique du Congo). La confusion et la désolation se lu sur les visages des habitants de cette partie de la province du Nord Kivu. Plusieurs familles vivant dans les zones des combats ont été jetées sur le chemin de l'exode sans assistance, en proie aux caprices des intempéries. Le cycle infernal de la violence a repris son droit de cité. Plus de 350.000 déplacés sont en mouvement d'errance sur les routes, les collines et les vallées de MASISI, RUTSHURU et même à Goma.

La guerre et ses conséquences qui hantent les populations de MASISI et RUTSHURU depuis 1993 n'ont toujours pas encore montré ses limites.

II. LA GENESE DE LA GUERRE

Après les attaques de la ville de BUKAVU (Sud Kivu) en juin 2004, par des militaires détachés de GOMA au Nord Kivu et commandés par Laurent NKUNDA, alors général de brigade fraîchement nommé par l'Etat major général du gouvernement de transition et qui aura comme conséquence la déchéance de son grade de général de brigade par le gouvernement de transition. En réaction, Laurent NKUNDA se retire dans les montagnes de MASISI et s'installe à KITSHANGA avec la 83^e et 81^e brigade qui lui sont restés fidèles. Les deux brigades s'opposent au brassage de l'armée, le brassage étant une sorte de mise à niveau des militaires des toutes les forces en belligérance pendant la grande guerre, qui a déchiré tout le pays de 1998 à 2003, pour en faire une armée républicaine. Ces militaires (83^e et 81^e brigade) réfractaire au brassage refusent d'obtempérer, quand bien même payer par le gouvernement, à tout appel ou ordre qui vient de la hiérarchie, que ce soit celui de la 8^e région militaire (Nord Kivu) comme celui de l'état major général (Kinshasa).

Quelques mois après, toujours dans son maquis de KITSHANGA, Laurent NKUNDA décide de créer son parti politique avec la complicité de certains compatriotes. Il va mettre sur pied le CNDP (Congrès National pour la Défense du Peuple), une radio sera aussi installée pour la vulgarisation de son idéologie.

Pour sa survie, celle de son parti politique et surtout l'encadrement de militaires qui lui sont restés fidèle, le général insurgé instaure des taxes obligatoires à la population de la partie sous son contrôle et rend le travail difficile à tout agent de l'état (civil, policier et administratif) envoyés en poste d'attache par la province ou le gouvernement central mettant ainsi obstacle à toutes démarches du gouvernement visant à restaurer l'autorité de l'Etat sur toute l'étendue du territoire de la République Démocratique du Congo conformément à la constitution de la transition, du dialogue inter congolais et de l'accord global inclusif.

Pour le gouvernement, tout les ingrédients été réunis pour une option militaires afin d'imposer la lois de la force à ce général déjà déchu et ses troupes pour le contrôle total de la province par le gouvernement.

Depuis lors, beaucoup de tentatives d'actions militaires ont été lancé contre Laurent NKUNDA et ses troupes à RUTSHURU et MASISI. Jusque là, ces opérations

militaires n'ont pas réussi à déloger les militaires insurgés et leur chef. Quelques initiatives sur un possible solutions politiques (négociations) à la crise n'ont pas non plus données le résultat escompté. On peut notamment cité, la rencontre de KIGALI, et celle de KITCHANGA sous la médiation de la MONUC (Mission de Nations Unies en RDC). De son côté, Laurent NKUNDA déclare lutter pour la protection de sa communauté (TUTSI) qu'il estime menacés d'extinction et de persécution et présente ses revendications qui se résument de la manière suivante :

- Premièrement, il réclame le retour des réfugiés TUTSI congolais estimé selon lui entre 40.000 et 50.000 (milles). Ces réfugiés se trouveraient au RWANDA
- Deuxièmement, qu'on lui assure les garanties de leur protection, leur réhabilitation et surtout leur sécurité et
- Troisièmement, enfin la levée du mandat d'arrêt lancé par le gouvernement et la communauté internationale contre lui après les attaques de juin 2004 à BUKAVU (Sud Kivu) orchestrés par lui et le colonel MUTEBUTSI en fuite au RWANDA et la réinstauration de la Commission Vérité et Réconciliation (CVR) une institution d'appui à la démocratie qu'il (L. NKUNDA) estime n'avoir pas eu le temps matériels de travailler pour le rapprochement des communautés et des cultures et surtout le rétablissement de la vérité pendant la transition. C'est donc, dans ce climat délétère de confusion et d'incertitudes que les attaques se multiplient depuis le début du mois d'août 2007 dans le territoire de MASISI (RUBAYA 27.08.2007, KARUBA, NGUNGU, KITSHANGA et KIKOMA) et dans le territoire de RUTSHURU (NYAMILIMA, BUNAGANA, RUNYONI et KINYANDONYI) avec son cortège de malheurs sur les populations qui habitent cette partie du pays qui échappe au contrôle de la province du Nord Kivu.

III. CONSEQUENCES DES AFFRONTEMENTS SUR LES POPULATIONS DE MASISI, RUTSHURU ET GOMA

Les conséquences des affrontements sur les populations de MASISI et RUTSHURU sont incalculable et difficile à y faire face, les méfaits de ces attaques sporadiques se manifestent sur tout les plans.

Sur le plan humanitaire, on observe un déplacement massif et alternatif des victimes (déplacés) des affrontements vers des milieux qu'ils estiment sécurisés. Son caractère (déplacement) alternatif ressort du fait que quand une localité présente une accalmie relative et que les déplacés décident courageusement de rentrer, un nouvel affrontement se déclenche dans une autre localité ou village créant ainsi une autre vague de déplacé et ainsi de suite et le cycle reste continuel dans des milieux différents.

A titre d'illustration, en date du 27.08.2007, les affrontements de RUBAYA, MUSHAKI, KARUBA et dans les périphéries de la cité de SAKE à 27 km à l'ouest de la ville de Goma Chef lieu de la province du Nord Kivu, après une attaque par roquette tirée par les militaires insurgés fidèles à Laurent NKUNDA sur un véhicule militaire de patrouille du colonel YAV de FARDC, en représailles, l'affrontement qui s'en est suivi a jeté sur le chemin de l'exode plus de 30.000 personnes qui habitaient la cité de SAKE et ses périphéries. Ces déplacés, jusqu'à la date du 1.10.2007 se trouvent regrouper dans un camps de fortune à MUGUNGA à 15km de la ville de Goma Chef lieu de la province du Nord Kivu. D'autres sont hébergés dans des familles d'accueil à Goma. La maigre assistance qui s'organise (ONG et Gouvernement) n'arrive pas à le contenir.

Pendant ce temps, d'autres affrontements le 06.09.2007 à NGUNGU dans le territoire de MASISI jettent à leur tour sur le chemin de l'exil plus de 10.000 ménages qui se regroupent à SHASHA à 59 km au sud Ouest de la ville de Goma sur la route qui va vers BUKAVU au Sud Kivu. C'était au moment où les déplacés du camp de fortune de MUGUNGA, certains parmi eux, exprimaient la volonté de rentrer chez eux.

Tous ces déplacés, en état d'angoisse et de profond regret, déplorent la perte de bétails, élevage de basse cour (les ovins, les caprins et les volailles), pillage de leur cultures, vols de leurs biens laissés dans leurs maisons lors de la fuite et viols sur le chemin de l'exode.

Par ailleurs, il y a aussi la détérioration de leur santé et la non scolarisation de leurs enfants forcement délocalisés de leurs milieux scolaires. Pour d'autres leurs maisons ont tout simplement été incendiées par les militaires insurgés et le retour au bercail reste difficilement envisageable.

La visite de consolation et de réconfort aux déplacés et à la population de SAKÉ effectuée par le président de la République a suscité un espoir de courte durée, Hélas ! Si tôt après son départ, les affrontements ont repris avec intensité le 24.09.2007 à KARUBA au cour de cette visite, le numéro un de la République a promis de rétablir la paix et la sécurité dans un bref délai et signé ainsi la fin du phénomène Laurent NKUNDA. Peut-on y voir la fin des hostilités ? Seule la foi sauve ! Dans la même évolution du contexte, L. NKUNDA se dit prêt à négocier si on en croit à ses déclarations sur les ondes de RADIO FRANCE INTERNATIONALE (RFI) et BRITISH BROADCASTING (BBC). En tout cas, pour la population, toutes les voies sont recommandables, pourvu qu'elles convergent vers la paix dans les territoires de MASISI et RUTSHURU.

IV. CONCLUSION

Le Groupe d'Actions pour la Paix et la Réhabilitation GAPR en sigle, s'inscrit dans l'idée que la paix n'a pas de prix, qu'il n'y a pas de pain sans PAIX, il n'y a pas de développement sans la PAIX, les populations de MASISI et RUTSHURU sont meurtries, elles ont droit à la vie et droit à la sécurité ; le GAPR demande l'usage de tous les moyens légaux, tant nationaux qu'internationaux pour la cessation des hostilités et rendre MASISI et RUTSHURU, la terre où règne la paix et le développement.